

M. Green: Je crois que le ministre est le seul au monde qui ne pense pas que Nasser ait retardé le déblaiement du canal. S'il est si naïf que cela, je ne pense pas pouvoir le convaincre qu'il se trompe. Notre Gouvernement n'a pas pris d'attitude et n'a pas fait savoir au gouvernement égyptien que le canal devrait être ouvert aux navires de n'importe quel pays. Pour quelque raison, il répugne énormément au Gouvernement de faire connaître son attitude à Nasser. Il doit avoir peur d'offenser ce dictateur. Nous croyons que le Canada devrait avoir une attitude parfaitement franche et directe et dire à M. Nasser, tout comme aux autres, exactement ce qu'il pense.

Quant à la zone de Gaza, on en a parlé longuement aujourd'hui et je n'ai pas l'intention de répéter ce qu'on a déjà dit. Cette zone a servi de base pour les attaques contre Israël, c'est indubitable, et j'ose dire que ces attaques étaient des plus odieuses. Les Israéliens ont alors riposté et chassé les Égyptiens. Depuis quelques jours, les Israéliens se sont retirés, et ils l'ont fait en se fondant sur des assurances que les États-Unis, sinon les Nations Unies, leur ont certainement données. Je crois que le marché a été conclu en dehors des Nations Unies, entre Israël et les États-Unis. Une des hypothèses envisagées c'est que la force d'urgence des Nations Unies administrerait la zone de Gaza.

Aujourd'hui, le secrétaire d'État a également effleuré le sujet sans l'approfondir. Il a fourni une explication très étonnante. Il a dit que l'organisme des Nations Unies allait accomplir une certaine tâche à Gaza et il a précisé: "non pas pour Gaza mais dans Gaza". Il a essayé de donner l'impression qu'il n'a jamais été question que les Nations Unies se chargent de l'entière administration de la zone de Gaza en attendant le rétablissement de la paix.

C'est un autre exemple de ce verbiage qui n'a pas cessé depuis le début de la crise et c'est là une attitude souverainement injuste envers la population canadienne. Les Israéliens avaient certainement l'impression que la force d'urgence des Nations Unies ou un autre organisme,—le ministre lui-même, je crois, a parlé d'un commissaire des Nations Unies,—administrerait la bande de Gaza. La force d'urgence des Nations Unies y est entrée en toute bonne foi. Notre propre général Burns, qui commande ce contingent, l'a conduit là-bas animé des meilleurs intentions, espérant qu'on finirait par surmonter les difficultés.

Dès les débuts, Nasser y a provoqué de l'agitation. Le ministre n'en a rien dit aujourd'hui. Il n'a pas même reconnu ce fait. Mais tous les jours les journaux nous ont parlé de ces foules venues d'Égypte qui brandissaient des pancartes nouvellement peintes.

Ces démonstrations n'avaient donc rien de spontané. Dès le début, l'Égypte a eu recours à cette manœuvre. Il y a moins de 24 heures, elle a envoyé un gouverneur militaire dans cette zone.

Qu'ont fait les Nations Unies? Le 9 mars, les journaux annonçaient la déclaration du Secrétaire général portant que la force d'urgence avait assumé la responsabilité des affaires civiles dans la bande de Gaza. C'était le 9 mars. Cependant, le 13, une entrevue avait lieu, dit-on, entre M. Bunche et M. Nasser en Égypte. En voici le compte rendu:

M. Bunche s'est entretenu pendant une heure et demie avec Nasser puis il a déclaré aux journalistes que la force d'urgence des Nations Unies collaborerait pleinement avec l'administration égyptienne dans la bande de Gaza.

M. Bunche a déclaré que la force d'urgence des Nations Unies remettrait l'administration de Gaza entre les mains de l'Égypte tout comme on l'a fait pour Port-Saïd après l'invasion anglo-française. "Toutefois, a-t-il ajouté, c'est aux autorités égyptiennes de décider à quel moment ce changement d'administration aura lieu."

Les États-Unis, qui ont négocié directement avec Israël, ont défini leur attitude hier. Une rubrique du *Citizen* d'hier est intitulée: "Selon M. Eisenhower, c'est à Dag de décider". Voici le texte de la dépêche de Washington:

La réaction du président Eisenhower à l'égard des dernières difficultés survenues dans la bande de Gaza, c'est de s'en remettre à la décision du secrétaire des Nations Unies, M. Dag Hammarskjöld.

Voici un petit passage intéressant de cette dépêche:

Mercredi soir, l'ambassadeur israélien, M. Abba Eban, a conféré avec des représentants américains pour engager, dit-on, les États-Unis à empêcher que les services administratifs égyptiens ne s'établissent dans Gaza. Cependant, à sa conférence de presse, quand on lui a demandé s'il préférerait que l'Égypte retarde l'établissement de son nouveau gouverneur et de l'administration civile, le président n'a pas voulu se prononcer; il préférerait attendre les événements.

On dirait bien que les États-Unis se lavent les mains de toute cette affaire, du moins pour l'instant. A mon avis, Israël a été trahi. Ce matin, le ministre nous disait son espoir de voir les États-Unis user de leur influence au Caire. Si les États-Unis ne se risquent pas plus loin que le président Eisenhower hier, il n'y a pas grand chance que l'influence de cette puissante nation soit utilisée au Caire en vue du règlement du problème.

Il y a aussi la question de la force d'urgence des Nations Unies. Il semble qu'elle soit actuellement déployée le long de la frontière entre Israël et l'Égypte. Les journaux d'hier citent une déclaration de M. Bunche là-dessus. La voici:

Il a ajouté que la principale fonction de la force d'urgence des Nations Unies est de se déployer le long de la frontière de Gaza et d'Israël afin de maintenir la paix.